

PRÉFET DU RHÔNE

Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes

Lyon, le

14 DEC. 2018

Service Eau hydroélectricité nature

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n°2018 E 118

Portant dérogation aux dispositions de l'article L.411-1 du code de l'environnement :
capture ou enlèvement, destruction, perturbation intentionnelle de spécimens d'espèces animales protégées,
destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées,
**par la Société Aéroport de Lyon dans le cadre des programmes d'aménagement G2S et 1ère ligne Golden
Mile de l'Aéroport de Lyon-Saint-Exupéry, sur la commune de Colombier-Saugnieu**

*Le Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet de la Zone de défense et de sécurité sud-est
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite*

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.123-19-2 à L.123-19-7, L.163-5, L.411-1, L.411-1A, L.411-2 et R.411-6 à R.411-14 ;

VU l'arrêté interministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur les espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

VU l'arrêté interministériel du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté interministériel du 19 novembre 2007 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté interministériel du 29 octobre 2009 modifié fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU la demande de dérogation pour la capture ou l'enlèvement, la destruction, la perturbation intentionnelle de spécimens d'espèces animales protégées (Cerfa n° 13 616*01), la destruction, l'altération ou la dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées (Cerfa n° 13 614*01), déposée le 3 janvier 2017, complétée le 12 août 2017 et intégrée dans la nouvelle demande déposée en janvier 2018 par la Société Aéroport de Lyon dans le cadre des programmes d'aménagement G2S et 1ère ligne Golden Mile de l'Aéroport de Lyon-Saint-Exupéry, sur la commune de Colombier-Saugnieu ;

VU l'avis favorable sous conditions du Conseil National de Protection de la Nature du 30 juillet 2018 ;

VU le mémoire en réponse de la Société Aéroport de Lyon aux remarques formulées par le Conseil National de Protection de la Nature du 2 août 2018 ;

VU le projet d'arrêté transmis le 20 septembre 2018 au pétitionnaire, et la réponse apportée le même jour ;

CONSIDÉRANT l'absence d'observation du public à l'issue de la mise en œuvre de la procédure de participation du public par le biais de la mise en ligne de la demande et du projet de décision sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes Rhône-Alpes du 18 au 25 octobre 2018 ;

CONSIDÉRANT que le projet répond à des raisons impératives d'intérêt public majeur (programme des travaux inscrit dans le schéma directeur de l'aéroport de Lyon-Saint-Exupéry, et dans le plan stratégique de l'aéroport prévoyant une évolution de la capacité des terminaux de 10 à 15 millions de passagers par an en 10 ans) ;

CONSIDÉRANT qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante (emprises des aménagements situées en continuité de celles préexistantes) ;

CONSIDÉRANT que la dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations d'espèces protégées concernées dans leur aire de répartition naturelle compte tenu des mesures d'évitement, de réduction et de compensation mises en œuvre, telles que détaillées ci-après (cf. art. 3) ;

SUR proposition de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : BÉNÉFICIAIRE DE L'AUTORISATION ET OBJET

Dans le cadre des programmes d'aménagement G2S et 1ère ligne Golden Mile de l'Aéroport de Lyon-Saint-Exupéry, sur la commune de Colombier-Saugnieu, la société Aéroport de Lyon, ci-après « le bénéficiaire », représentée par M. Lionel Lassagne (Directeur Développement Durable et Immobilier) dont le siège est domicilié BP 113 69125 Lyon-Saint-Exupéry est autorisée, ainsi que ses éventuels mandataires opérant dans le cadre de l'exécution des prescriptions du présent arrêté, à :

- détruire des spécimens d'espèces animales protégées,
- perturber intentionnellement des spécimens d'espèces animales protégées,
- détruire, altérer ou dégrader des sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées,

tel que présenté dans le tableau ci-dessous.

Le bénéficiaire s'assure du respect de l'ensemble des obligations qui lui sont faites de la part de l'ensemble des intervenants sur les chantiers concernés par la présente dérogation.

ESPÈCES ANIMALES Nom commun et nom scientifique	Transport, transport en vue de relâcher dans la nature, capture ou enlèvement de spécimens	Destruction de spécimens	Perturbation intentionnelle de spécimens	Destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos
MAMMIFÈRES				
Hérisson d'Europe (<i>Erinaceus europaeus</i>)	X	X	X	X
OISEAUX				
Bergeronnette grise (<i>Motacilla alba</i>)	X	X	X	X
Bergeronnette printanière (<i>Motacilla flava</i>)	X	X	X	X
Chardonneret élégant (<i>Carduelis carduelis</i>)	X	X	X	X
Faucon crécerelle (<i>Falco tinnunculus</i>)	X	X	X	X
Fauvette à tête noire (<i>Sylvia atricapilla</i>)	X	X	X	X
Hibou des marais (<i>Asio flammeus</i>)	X	X	X	X
Hirondelle rustique (<i>Hirundo rustica</i>)	X	X	X	X
Mésange bleue (<i>Parus caeruleus</i>)	X	X	X	X
Mésange charbonnière (<i>Parus major</i>)	X	X	X	X
Milan royal (<i>Milvus milvus</i>)	X	X	X	X
Moineau domestique (<i>Passer domesticus</i>)	X	X	X	X
Œdicnème criard (<i>Burhinus oedicnemus</i>)	X	X	X	X
Petit Gravelot (<i>Charadrius dubius</i>)	X	X	X	X
Pinson des arbres (<i>Fringilla coelebs</i>)	X	X	X	X
Rougequeue noir (<i>Phoenicurus ochruros</i>)	X	X	X	X
REPTILES				
Couleuvre verte et jaune (<i>Hierophis viridiflavus</i>)	X	X	X	X
Lézard des murailles (<i>Podarcis muralis</i>)	X	X	X	X
Lézard vert occidental (<i>Lacerta bilineata</i>)	X	X	X	X
AMPHIBIENS				
Crapaud calamite (<i>Bufo calamita</i>)	X	X	X	X

ARTICLE 2 : PÉRIMÈTRE DE LA DÉROGATION

Le bénéficiaire se conforme strictement au périmètre défini dans le dossier de demande de dérogation et rappelé en annexes 1 et 1 bis.

ARTICLE 3 : PRESCRIPTIONS

Le bénéficiaire ainsi que ses éventuels mandataires opérant dans le cadre de l'exécution des prescriptions du présent arrêté, respectent les engagements pris dans le dossier de demande de dérogation et ses compléments, ainsi que les prescriptions suivantes.

• Mesures d'évitement

ME1 : Limitation des emprises du chantier pour les deux projets

L'emprise du chantier est limitée au strict nécessaire et est délimitée par du matériel de type « rubalise » ou barrière « HERAS », comme précisé en annexe 2.

ME2 : Limitation de la fréquentation de la zone de chantier pour les deux projets

Des clôtures temporaires étanches, telles que présentées en annexe 2 bis, sont mises en place afin de réduire la destruction d'individus, avant le début de la phase terrestre des amphibiens sur les sites de reproduction du Crapaud calamite. Les sites potentiels de reproduction sont détruits au cours des mois de septembre et d'octobre.

La fréquentation des zones de chantier par les oiseaux est neutralisée par :

- anticipation du dégagement des emprises avant la période de nidification des espèces,
- mise en défens de l'emprise du chantier,
- mise en œuvre d'opérations d'effarouchement de la zone du chantier pour éviter l'installation d'oiseaux nicheurs, et notamment de l'Édicnème criard ou du Petit Gravelot.

ME3 : Mesure attachée au projet 1ère ligne Golden Mile : conservation d'un secteur favorable à l'Édicnème criard

Le secteur localisé en annexe 2 ter est maintenu en l'état, sans aménagement et en veillant à limiter toute perturbation de l'espèce en période sensible.

• Mesures de réduction

MR1 : Précautions pendant le chantier pour les deux projets

Toutes les dispositions sont prises afin de ne pas permettre la nidification des espèces inféodées aux milieux pierreux comme l'Édicnème criard ou le Petit Gravelot (voir également mesure ME2), susceptibles de nicher sur un sol décapé par les terrassements. Toutes les phases de travaux sont précédées d'une inspection des lieux par un membre du péril aviaire afin de s'assurer de l'efficacité des mesures mises en œuvre.

MR2 : Maîtrise des espèces végétales exotiques envahissantes pour les deux projets

Afin d'éviter la dispersion des espèces végétales invasives en phase chantier, l'export de terre et de gravats est limité au strict nécessaire. La terre végétale est alors obligatoirement contenue dans des systèmes clos (camions bâchés) et subit un traitement permettant la destruction de l'ensemble des propagules (compostage en site contrôlé).

Les surfaces mises à nu sont revégétalisées rapidement à l'aide de semences d'espèces herbacées locales. Les repousses sont contenues par l'entretien de la zone identifiée. Les semis font, sous réserve de disponibilité, exclusivement appel à des espèces sauvages garanties par le label « Végétal local » développé sous l'égide de la fédération nationale des conservatoires botaniques nationaux, qui assure la traçabilité des plants et semences depuis leur région de collecte jusqu'à leur commercialisation.

Des mesures prophylactiques spécifiques (nettoyage du matériel et des engins, en particulier les godets, roues, chenilles, etc.) sont mises en œuvre afin d'éviter la propagation d'espèces invasives.

Un état final « plantes invasives » est produit avant mise en œuvre de mesures de restauration si nécessaire.

La « non propagation des plantes invasives » est stipulée dans le cahier des charges des entreprises effectuant les travaux.

MR3 : Adaptation du calendrier des travaux pour les deux projets

Sauf exception, l'ensemble des travaux d'aménagement s'effectue entre le 1er septembre et le 15 février, soit en période de moindre sensibilité pour la faune, comme détaillé en annexe 3.

En cas de nécessité absolue de report du planning de travaux en période sensible, le décapage et le terrassement sont obligatoirement réalisés dans la période précitée, et des barrières anti-intrusion mises en place autour de la zone de travaux avant fin février.

MR4 : Sauvetage de spécimens de Crapaud calamite pour les deux projets

En cas de découverte de spécimens, il est procédé au déplacement manuel des amphibiens des zones impactées vers les mares nouvellement créées (capture au troubleau en période de reproduction dans d'eau concernés, barrières étanches avec système de récupération des amphibiens), comme précisé en annexe 3 bis.

• Mesures compensatoires

Les mesures de compensation sont réalisées avant le début des travaux d'aménagement.

MC1 : Compensation relative au projet 1ère ligne Golden Mile

Les compensations consistent pour une durée de 30 ans en :

- la création et la gestion raisonnée d'espaces prairiaux sur la parcelle P00211 (2,8 ha) en faveur des espèces de milieux ouverts (Œdicnème criard et Outarde canepetière), telle que localisée en annexe 4 ;
- la création et la gestion raisonnée d'une zone pierreuse (1 ha) sur la parcelle E886 en faveur de l'Œdicnème criard et du Petit Gravelot, telle que localisée en annexes 4 bis ;
- l'aménagement de deux sites de reproduction pour le Crapaud calamite sur la zone pierreuse de la parcelle E886, avec création de deux mares temporaires et deux hibernaculums en pierres et/ou branchages.

Les hibernaculums sont disposés à proximité immédiate des mares.

Le principe d'aménagement des mares est détaillé en annexe 5.

Des filets anti-oiseaux sont placés sur les mares pour supprimer l'attractivité de ces dernières.

L'entretien des mares veille à ne pas impacter les espèces présentes. Il est réalisé entre septembre et janvier pour les curages préventifs.

Les compensations sont également rappelées dans le tableau suivant :

Groupe /Espèce concernés	Type de milieu impacté	Surface impactée	Mesure compensatoire à réaliser	Parcelle	Carte de localisation
Crapaud calamite	carrière	1 site de reproduction et habitat terrestre	2 sites de reproduction (2 mares et 2 hibernaculums)	E886	Annexe 5 bis
Cortège oiseaux milieu ouvert	prairie	0,28 ha	2,8 ha prairie	P00211	Annexe 4
Petit Gravelot	carrière	0,47 ha	1ha de zone graveleuse	E886	Annexe 4 bis
Œdicnème criard	milieu ouvert	11,29 ha	1ha de zone pierreuse (selon le Plan Local de Sauvegarde de l'Œdicnème criard)	E886	Annexe 4 bis

MC2 : Compensation relative au projet G2S

La compensation consiste pour une durée de 30 ans en :

- la reconstitution d'une friche herbeuse (1 ha) sur la parcelle E886 en faveur du Crapaud calamite, avec réensemencement à l'aide de semences d'espèces herbacées locales, telle que localisée en annexe 5 bis. Les repousses sont contenues par l'entretien de la zone identifiée. Les semis font, sous réserve de disponibilité, exclusivement appel à des espèces sauvages garanties par le label « Végétal local » développé sous l'égide de la fédération nationale des conservatoires botaniques nationaux, qui assure la traçabilité des plants et semences depuis leur région de collecte jusqu'à leur commercialisation. L'utilisation de produits phytosanitaires, l'irrigation et la fertilisation autre qu'organique sont proscrites,

- l'aménagement de 2 sites de reproduction pour le Crapaud calamite avec création de deux mares temporaires et deux hibernaculums en pierres et/ou branchages, au sein de la friche herbeuse de la parcelle E886.
Les hibernaculums sont disposés à proximité immédiate des mares.
Le principe d'aménagement des mares est détaillé en annexe 5.
Des filets anti-oiseaux sont placés sur les mares pour supprimer l'attractivité de ces dernières.
L'entretien des mares veille à ne pas impacter les espèces présentes. Il est réalisé entre septembre et janvier pour les curages préventifs.

La compensation est également rappelée dans le tableau suivant :

Groupe Espèce	Type de milieu impacté	Surface impactée	Mesure compensatoire à réaliser	Parcelle	Carte de localisation
Crapaud Calamite	carrière	1 site de reproduction et habitat terrestre	- 2 sites de reproduction (2 mares et 2 hibernaculums) - 1ha friche herbacée	E886	Annexe 5 bis

- Mesures d'accompagnement pour les deux projets

MA1 : Contribution d'Aéroports de Lyon au Plan local de sauvegarde de l'Œdicnème criard

Cette contribution se traduit par la mise en place des actions suivantes :

- participation au comité de suivi du Plan local de Sauvegarde,
- transmission des données issues du suivi de l'espèce, que ce soit les estimations des populations nicheuses, du succès reproducteur ou des estimations d'individus en regroupement postnuptial,
- transmission des données SIG produites dans le cadre des suivis mis en place sur l'aéroport, afin de participer à la compilation des informations sur les surfaces d'habitat de l'Œdicnème criard à l'échelle de l'Est lyonnais,
- transmission des informations (SIG, arrêtés...) permettant le suivi des mesures de compensation dans le cadre des projets d'aménagements en cours et futurs afin de permettre une compilation par l'animateur du plan.

MA2 : Adaptation de la gestion actuelle des milieux ouverts

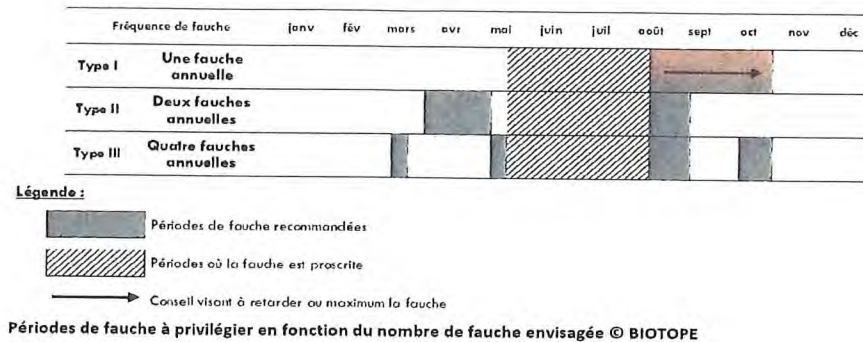
Le calendrier de fauche des prairies est imposé par les objectifs de sécurité pour le trafic aérien.

Les contraintes de fauche se déclinent selon leur proximité aux pistes et voies de circulation, comme détaillé dans le tableau ci-dessous :

Distance aux pistes	Type de fauche
En bordure de pistes (10 m de largeur)	Coupe rase à 10 cm dès que la hauteur dépasse 25 cm
Entre 10 m et 90 m	Pas de fauche – 1 broyage annuel Maintien d'une hauteur herbacée de 20 cm minimum pour ne pas favoriser la chasse des rapaces, principaux responsables des collisions dangereuses
Au centre des anneaux (au-delà de 90 m)	2 à 3 broyages annuels à 10 cm pour attirer les oiseaux le plus loin possible des pistes

La prairie est broyée une à trois fois par an selon les zones à la fin du printemps et à la fin de l'été, avec plusieurs possibilités d'adaptation :

- pas de modification de la gestion en bordure des pistes, pour des raisons de sécurité,
- entre 10 et 90 m, fauche avec exportation à l'automne, pour limiter l'enrichissement du milieu,
- au-delà de 90 m, les fauches seront privilégiées dans les périodes proposées sur la figure ci-après.



L'utilisation de pesticides comme les insecticides ou les fongicides est autant que possible proscrite ou raisonnée sur les espaces verts.

Cette mesure est mise en œuvre pendant toute la durée de validité du présent arrêté.

• Mesures de suivi

MS1 : Suivi du chantier et de la mise en œuvre des mesures par un écologue

Afin d'éviter les impacts imprévisibles du chantier et pour garantir la bonne mise en œuvre des mesures d'évitement, de réduction et de compensation, un suivi écologique est mis en place. Il s'articule entre le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et un écologue assistant à maîtrise d'ouvrage.

MS2 : Suivi des mesures compensatoires

Un suivi de l'efficacité des mesures de compensation est réalisé pour les espèces suivantes :

- Crapaud calamite
- Œdicnème criard
- Petit Gravelot
- cortège des oiseaux des milieux ouverts.

Les suivis des habitats d'espèces et des populations sont réalisés **sur une durée de 30 ans**, en années n+1, n+2, n+3 et n+5, puis tous les 5 ans jusqu'à n+30.

MS3 : Suivi du succès reproducteur et du regroupement post-nuptial de l'Œdicnème criard

Selon un protocole conforme au plan local de Sauvegarde de l'Œdicnème criard, détaillé en annexe 6, il est réalisé, **tous les ans, pendant 10 ans** :

- une observation dans les 20 jours suivant la découverte de tous les nids identifiés, pour surveiller leur éclosion,
- le remplissage de la « fiche contact Œdicnème criard »,
- le contrôle de survie des poussins tous les 10 jours jusqu'à leur envol soit à 45 jours (6 passages).

MS4 : Suivi annuel des populations d'oiseaux sur une durée de 30 ans

Le diagnostic réalisé en 2013 sert de base pour le suivi des populations d'oiseaux, d'amphibiens et de reptiles.

Deux suivis annuels croisés sont effectués :

- un inventaire annuel de l'avifaune par un écologue
- complété par les données d'inventaire du service du péril animalier.

Le diagnostic réalisé en 2013 sert de base pour le suivi des populations d'oiseaux, d'amphibiens et de reptiles.

MS5 : Suivi de l'Outarde canepetière

Poursuite des suivis dans les secteurs potentiellement favorables à l'Outarde canepetière, identifiés dans la cartographie des habitats de 2013.

Les protocoles de suivis sont adaptés à chacun des sites en fonction des espèces présentes. Ils sont reproductibles.

Les protocoles mis en œuvre font l'objet d'une validation préalable de la part de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes avant le début de mise en œuvre des suivis.

Des rapports de suivi sont produits : années n+1, n+2, n+3, n+5, puis tous les 5 ans jusqu'à n+30 et transmis à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes.

Les mesures de compensations sont géolocalisées et, conformément à l'article 69 de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, sont mises à disposition du public au travers d'une plateforme dédiée. Le maître d'ouvrage fournit aux services compétents de l'État toutes les informations nécessaires à la bonne tenue de cet outil par ces services dans un délai de 6 mois suivant la notification de la dérogation. Le maître d'ouvrage fournit, *a minima*, les données vectorielles des mesures compensatoires. Il peut également joindre les données relatives aux mesures d'évitements, de réductions et d'accompagnements.

Ces données sont projetées dans le système de coordonnées de référence RGF93 (Lambert-93) et être compatibles avec la bibliothèque GDAL/OGR (préférentiellement les formats ESRI Shapefile ou MapInfo).

Elles sont conformes aux données présentées dans le dossier de dérogation et ses éventuels avenants visés par cet arrêté. Les différentes entités vectorielles (polygones, polygones et points) se voient affecter, *a minima*, les champs id (nombre entier réel 64 bits) et nom (texte de caractères).

La donnée attributaire du champ nom d'une entité correspond à l'intitulé de la mesure telle que décrite dans le présent arrêté.

Le bénéficiaire contribue à l'Inventaire du Patrimoine Naturel par la saisie ou, à défaut, par le versement des données brutes de biodiversité acquises à l'occasion des études d'évaluation préalable ou de suivi des impacts réalisées dans le cadre du présent arrêté.

On entend par données brutes de biodiversité les données d'observation de taxons, d'habitats d'espèces ou d'habitats naturels, recueillies par observation directe, par bibliographie ou par acquisition de données auprès d'organismes détenant des données existantes.

Ces données sont transmises à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, référente du volet régional du Système d'Information sur la Nature et les Paysages (SINP), suivant un format informatique d'échange permettant leur intégration dans les bases de données existantes.

Les résultats des suivis sont rendus publics, le cas échéant via le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes. Ils participent à l'amélioration des évaluations d'impacts et permettent un retour d'expérience pour d'autres projets.

ARTICLE 4 : DURÉE DE VALIDITÉ DE LA DÉROGATION

La dérogation est accordée pour toute la durée des phases chantier et d'exploitation du projet.

Les mesures compensatoires sont mises en œuvre pendant une durée minimale de 30 ans à compter de la signature du présent arrêté.

ARTICLE 5 : MESURES CORRECTIVES ET COMPLÉMENTAIRES

Si les suivis prévus à l'article 3 mettent en évidence une insuffisance des mesures prescrites pour garantir le maintien dans un bon état de conservation des espèces protégées concernées, le bénéficiaire propose des mesures correctives et des mesures compensatoires complémentaires qui sont soumises à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes pour validation. Le Préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires.

ARTICLE 6 : MODIFICATIONS

Toute modification apportée au projet et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier pouvant avoir des incidences sur les espèces protégées doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet.

Le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires.

S'il estime que les modifications sont de nature à entraîner des dangers ou des inconvénients significatifs pour les intérêts protégés énumérés à l'article L411-1, une nouvelle demande de dérogation est déposée.

ARTICLE 7 : DÉCLARATION DES INCIDENTS OU ACCIDENTS

Dès qu'il en a connaissance, le bénéficiaire déclare au Préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant objet du présent arrêté qui sont de nature à porter atteinte aux espèces protégées ou à leurs habitats.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le Préfet, le bénéficiaire prend ou de fait prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou de l'accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux ou de l'aménagement.

ARTICLE 8 : TITULAIRE

La présente dérogation est personnelle, et transférable à un tiers dans les conditions définies par l'article R411-11 du Code de l'Environnement. Elle peut être retirée à tout moment sans indemnité si le bénéficiaire n'en respecte pas les clauses ou les prescriptions qui lui sont liées.

Le bénéficiaire ou son représentant doit être porteur du présent arrêté lors des opérations citées à l'article 1 et il est tenu de la présenter à toute demande des agents commissionnés au titre de l'environnement.

ARTICLE 9 : CONTRÔLE

La mise en œuvre des dispositions du présent arrêté pourra faire l'objet de contrôles par les agents visés à l'article L.415-1 du code de l'environnement.

Le bénéficiaire est tenu d'avertir la DREAL au moins 15 jours à l'avance du début des travaux.

Le bénéficiaire est tenu de laisser accès aux agents chargés du contrôle dans les conditions prévues à l'article L172-5 du code de l'environnement.

Les agents peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté conformément à l'article L172-11 du code de l'environnement.

ARTICLE 10 : SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET PÉNALES

Le non-respect des dispositions du présent arrêté peut donner lieu aux sanctions administratives prévues par les articles L.171-7 et 171-8 du code de l'environnement.

Les infractions pénales aux dispositions du présent arrêté sont punies des peines prévues à l'article L.415-3 du Code de l'environnement.

ARTICLE 11 : DROITS ET INFORMATIONS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône.

ARTICLE 12 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

La présente décision peut être contestée :

- par recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la décision, le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois vaut décision implicite de rejet qui peut, elle-même être déférée au tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois,
- par un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lyon dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la décision, le délai de recours gracieux étant interruptif du délai du recours contentieux.

ARTICLE 13 : EXÉCUTION

Le préfet, secrétaire général de la préfecture du Rhône, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, le directeur départemental des territoires du Rhône, le commandant du groupement de gendarmerie du Rhône, le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage du Rhône, le chef du service départemental de l'agence française pour la biodiversité du Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Rhône, et dont copie sera adressée :

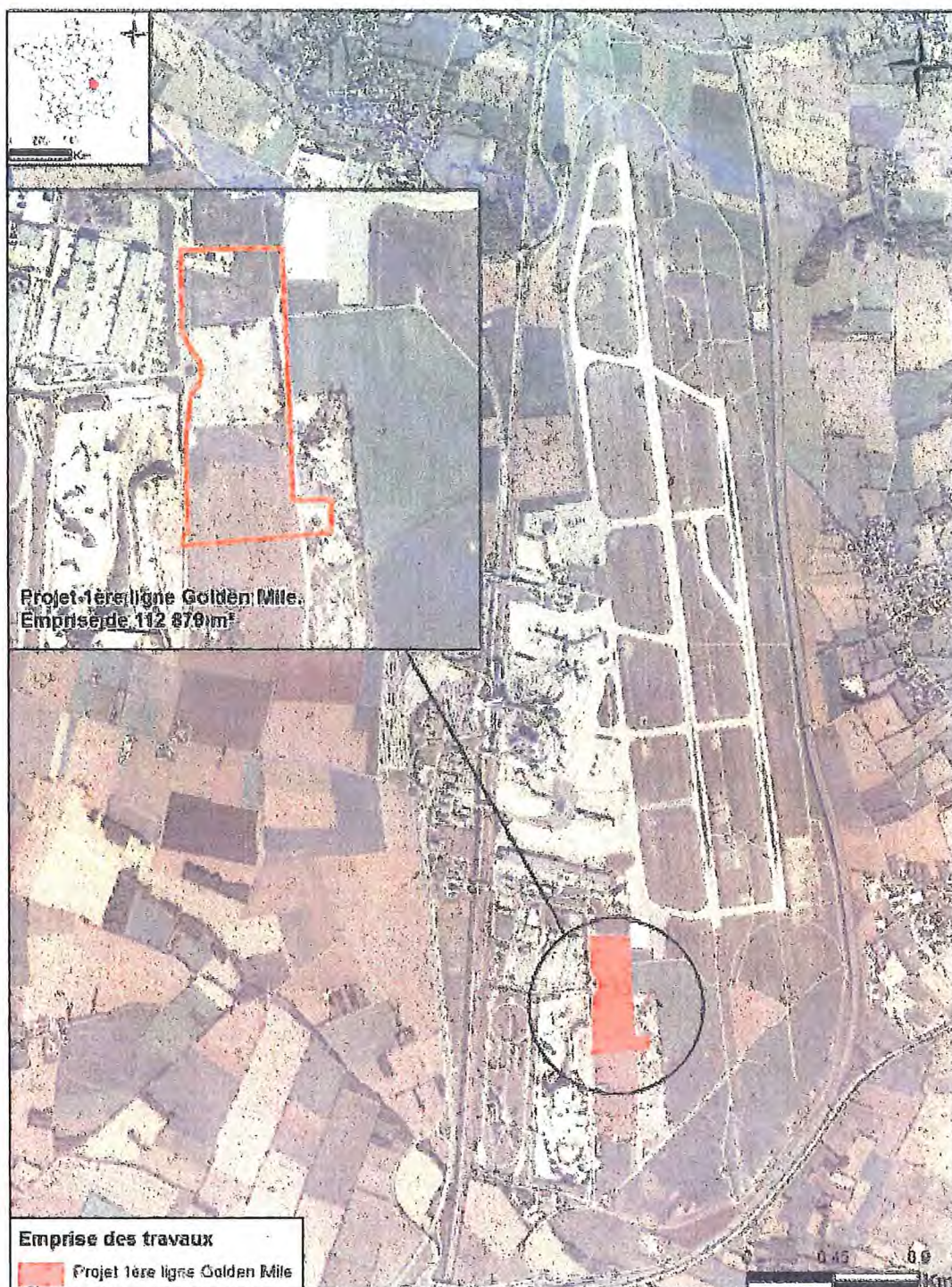
- au ministère de la transition écologique et solidaire,
- à la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes,
- à la direction départementale des territoires du Rhône,
- au commandant du groupement de gendarmerie du Rhône
- au service départemental de l'ONCFS du Rhône,
- au service départemental de l'AFB du Rhône,
- au maire de Colombier-Saugnieu.

Le Préfet
Secrétaire général
Préfet délégué pour l'égalité des chances

Emmanuel AUBRY



**AÉROPORT DE LYON - SAINT-EXUPÉRY -
EMPRISE DES TRAVAUX DU PROJET
1ÈRE LIGNE GOLDEN MILE**



Aéroports de Lyon - Dossier de demande de dérogation au régime des espèces protégées - 1^{ère} ligne Golden Mile - BIOTOPE -
Janvier 2017

20

Vu pour être annexé à l'arrêté N° 2018 E M 8
du 14 DEC. 2018 Le préfet
Secrétaire général
Préfet délégué pour l'égalité des chances
Le Préfet

Emmanuel AUBRY



**AÉROPORT DE LYON - SAINT-EXUPÉRY -
EMPRISE DES TRAVAUX DU PROJET G2S**



Vu pour être annexé à l'arrêté N° 2018 E 118

du 14 DEC. 2018

Le Préfet

Le préfet
Secrétaire général
Préfet délégué pour l'égalité des chances

Emmanuel AUBRY

2.2.1 Mesure E01 - Limitation de l'emprise du chantier

L'emprise du chantier devra être autant que possible limitée au strict nécessaire et être obligatoirement délimitée par du matériel de type rubalise ou de type barrière HERAS. Ceci permettra d'éviter l'expansion du chantier et le piétinement des zones connexes au chantier.



Exemples de balisage de zones à enjeux écologiques – © BIOTOPE

Les matériaux utilisés pour le balisage, notamment la rubalise, plus difficile à éliminer à la fin des chantiers, devront être biodégradables au maximum et faire l'objet d'un enlèvement spécifique. Ces balisages devront être effectués sous le contrôle d'un écologue.

Au sein des emprises balisées, seront interdits :

- la circulation et les manœuvres d'engins,
- le dépôt de matériel,
- le stockage, même temporaire, de matériaux,
- toute autre activité susceptible de dégrader le milieu.

Vu pour être annexé à l'arrêté N° 2018 E 148

du

14 DEC. 2018

Le Préfet

Le préfet
Secrétaire général
Préfet délégué pour l'égalité des chances

Emmanuel AUBRY

V.2.2 Mesure E02 - Eviter la fréquentation de la zone chantier

Eviter la fréquentation par le Crapaud calamite

Afin de limiter la destruction d'individus au niveau des zones de reproduction, il sera nécessaire de mettre en place des clôtures temporaires étanches avant la phase terrestre des amphibiens (avant fin février).

La barrière-piège est un aménagement provisoire. La technique consiste à installer une toile ou bâche de 50 cm de hauteur sur une longueur déterminée par la zone de migration. La bâche doit être tendue et enterrée à sa base. Le long de la bâche sont positionnés des seaux, enterrés sur leur hauteur, aménagés d'une évacuation au fond pour permettre à l'eau de s'évacuer. Le nombre et l'espacement des seaux est à déterminer en fonction de l'importance de la migration.

Les amphibiens suivant leur axe de migration vont être stoppés par la toile ou bâche et alors la longer. Ils tomberont ensuite dans l'un des seaux mis en place et pourront être déplacés de l'autre côté du chantier.

Le déplacement sera effectué par les ouvriers de chantier chaque matin en période de migration, sous l'égide des correspondants environnement, eux-mêmes encadrés par le coordinateur environnement (cf. Mesure S01 Suivi écologique du chantier).



Mise en œuvre de la barrière-piège pour les amphibiens (source : BIOTOPE®)

Eviter la fréquentation de la zone de chantier par les oiseaux

Cette mesure est préventive au vu de la faible reproduction des oiseaux constatée sur la zone de projet. La mise en œuvre de cette mesure passe par les actions suivantes :

- Anticipation du dégagement des emprises avant la période de nidification des espèces,
- Opérations d'effarouchement de la zone du chantier pour éviter l'installation d'oiseaux nicheurs.

Vu pour être annexé à l'arrêté N° 2018 E 118

du 14 DEC. 2018

Le Préfet
Le préfet
Secrétaire général
Préfet délégué pour l'égalité des chances

Emmanuel BUBRY

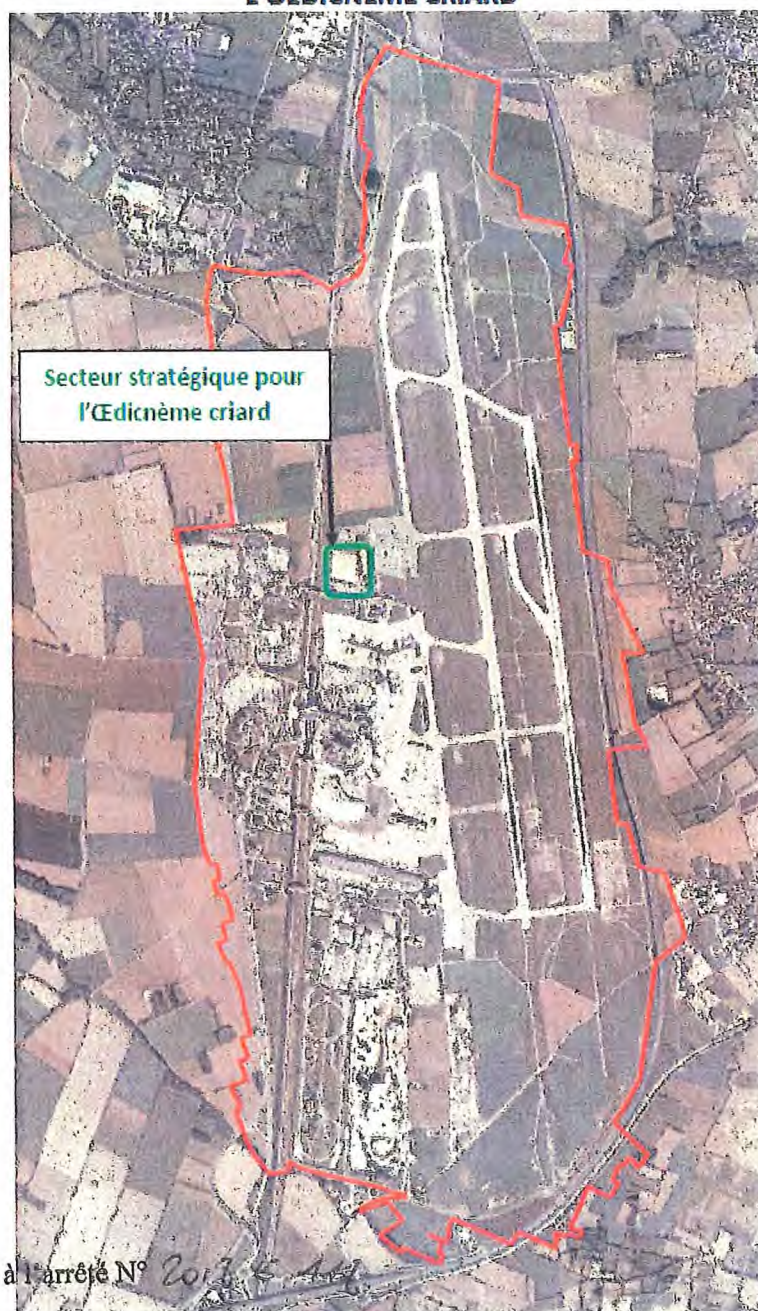
V.2.3 **Mesure E03 : Conservation des secteurs identifiés
comme important pour le cycle de l'Oedicnème criard**

Le diagnostic écologique réalisé sur l'ensemble du site de l'aéroport de Lyon-Saint-Exupéry a mis en évidence l'utilisation du site par l'Oedicnème pour l'ensemble de son cycle biologique : nidification, alimentation et regroupement postnuptial.

Conscient de l'importance du site de regroupement postnuptial identifié sur site pour la population de l'Est lyonnais (jusqu'à 80 individus dénombrés en simultané, en dehors des zones de projets), Aéroports de Lyon s'engage à conserver ce site aussi longtemps que possible, à n'effectuer aucun aménagement sur ce secteur et à limiter le dérangement, autant que faire se peut, à moyen terme.

ADL s'engage à tenir informé le Comité de suivi du Plan Local de sauvegarde de l'Oedicnème criard dans l'est lyonnais dans le cadre de nouvelles données sur l'espèce sur le site de l'aéroport ou dans le cadre de projets de développement potentiellement impactant. En contrepartie ADL pourra bénéficier du support du comité pour la mise en œuvre d'une stratégie adéquate, et éventuellement de moyens opérationnels pour la mettre en œuvre.

**SECTEUR STRATEGIQUE POUR
L'OEDICNEME CRIARD**



Vu pour être annexé à l'arrêté N° 2013-14

du 14 DEC. 2013

Le préfet
Le Préfet Secrétaire général
Préfet délégué pour l'égalité des chances

Emmanuel AUBRY

V.3.3 Mesure R03 - Adapter le calendrier des travaux

La période de début de chantier sera adaptée aux périodes de reproduction des différentes espèces présentes, ce qui permettra de garantir une absence de dérangement et évitera également les risques de destruction d'individus (avifaune nicheuse au sol notamment)

Calendrier civil	Janv	Fév	Mars	Av.	Mai	Juin	Juil	Aout	Sept	Oct	Nov	Déc
Terrassements, remblaiements												
Autres travaux ultérieurs (construction, mise en service)												

Légende

période favorable pour le début des travaux
période peu favorable pour le début des travaux
période très défavorable pour le début des travaux



Vu pour être annexé à l'arrêté N° 2018 E 118

du

Le Préfet 4 DEC. 2018

Le préfet
 Secrétaire général
 Préfet délégué pour l'égalité des chances

Emanuel AUBRY

Mesure R04 : déplacements d'individus de Crapaud calamite (en cas de nécessité)

Objectifs	Eviter la destruction d'individus d'espèces d'amphibiens protégées en déplaçant les individus sur des sites non touchés par l'aménagement
Groupes biologiques ciblés par la mesure	Crapaud calamite (Amphibiens)
Modalités de mise en œuvre	<p>Pour mener à bien cette mesure et optimiser son efficacité, la stratégie sera la suivante :</p> <ul style="list-style-type: none">• Création de nouveaux points d'eau, le plus tôt possible, pour accueillir les individus qui seront déplacés (Mesure de compensation en faveur du Crapaud calamite) ;• Déplacement manuel des amphibiens depuis les zones qui seront impactées vers les mares nouvellement créées (capture au troubleau en période de reproduction dans d'eau concernés : barrières étanches avec système de récupération des amphibiens). Opération à prévoir au cours de la période de reproduction (mars-avril).• Suppression de l'intérêt des habitats de reproduction sur l'emprise du projet au cours des mois de septembre et d'octobre ;• Suivi de l'efficacité des déplacements dès la première année de déplacement et suivi à long terme (Mesure S02). <p>Afin de limiter le risque de destruction des amphibiens, il s'agira de procéder à la capture des individus ainsi que des pontes et des larves lors de la période de reproduction (période d'activité optimale et de concentration des individus). La fréquence de l'opération sera soutenue pour déplacer un maximum d'individus et d'œufs.</p>
Modalités de l'opération	<p>Trois modalités de capture pourront être utilisées :</p> <ul style="list-style-type: none">• Ramassage des individus observés : <p>Les opérations prendront place essentiellement de nuit, quand les individus sont les plus actifs. La capture des amphibiens adultes se fera à l'aide de troubleau ou, dans les zones peu profondes, directement à la main. Les pontes seront ramassées à l'aide d'un seau.</p>

Vu pour être annexé à l'arrêté N° 2018 E 178

du 14 DEC. 2018

Le Préfet
Le préfet
Secrétaire général
Préfet délégué pour l'égalité des chances
Emmanuel AUBRY

**Annexe 4 – Mesure de compensation MC1 du projet 1ère Ligne Golden Mile
parcelle P00211 – 2,8 ha de milieux prairiaux**



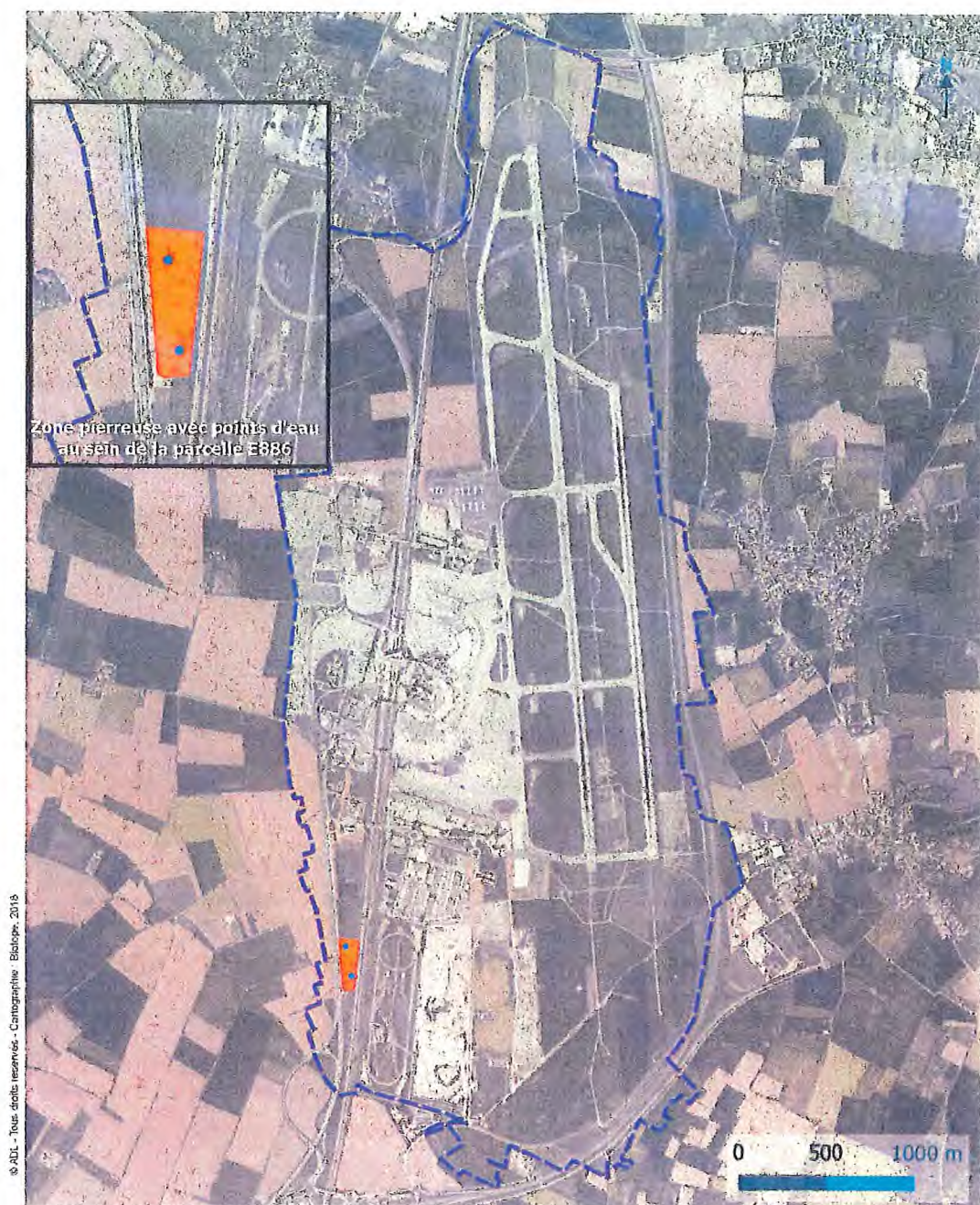
Vu pour être annexé à l'arrêté N° 2018 E 118

du 1^{er} 12 DEC. 2018

Le Préfet Le préfet
 Secrétaire général
Préfet délégué pour l'égalité des chances

Emmanuel AUBRY

**Annexe 4 bis– Mesure de compensation MC1 du projet 1ère Ligne Golden Mile
site favorable à l'œdicnème criard et au Petit Gravelot
parcelle E886 - 1ha de zone pierreuse**



© ADL - Tous droits réservés - Cartographie : Blotope, 2018



Proposition de mesures de compensation pour le Petit gravelot
Aéroport de Lyon-Saint-Exupéry

Concession aéroportuaire

Mesure en faveur du Petit gravelot

- Point d'eau
- Zone pierreuse (1 ha)

Mesure en faveur de l'œdicnème criard

- Zone pierreuse (1 ha)



Vu pour être annexé à l'arrêté N° 2018 5 118
du **14 DEC. 2018** Le préfet
Secrétaire général
Préfet délégué pour l'égalité des chances
Le Préfet

Emmanuel AUBRY

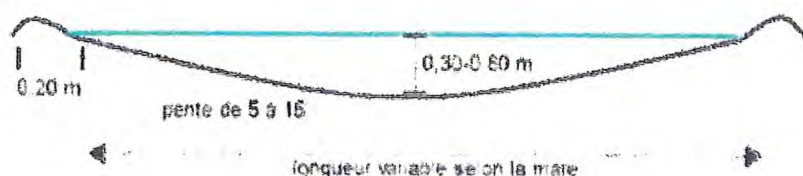
Schéma de principe des mares de compensation pour le crapaud calamite

VII.1.4 Mesures en faveur du Crapaud calamite

En compensation de la destruction d'un site de reproduction du Crapaud calamite (systèmes de flaques et ornières avec habitat terrestre associé), deux nouveaux sites de reproduction seront aménagés en implantant deux mares en eau de manière temporaire (suivant les conditions météorologiques) dans des habitats attractifs pour l'espèce, dans des habitats attractifs pour l'espèce.

Les mares auront une forme ronde. Les caractéristiques suivantes doivent être respectées :

- Pas d'arbre à proximité de la mare, pour éviter tout risque lié aux racines et le dépôt de feuilles au fond de la mare ;
- Berges en pentes douces avec une inclinaison de l'ordre de 5 à 15°, pour permettre à toute faune d'entrer et de sortir de la mare ;
- Faible profondeur, pour permettre un réchauffement rapide des eaux de la mare, avec quelques zones plus profondes pour les années « sèches »
- Surface d'environ 20 m².



Ces mares et leurs habitats terrestres seront entretenus comme suit :

- Fauche avec exportation une fois par an fin septembre des habitats terrestres,
- Débroussaillage à l'automne tous les 2 ans avec exportation des produits de coupe,
- Curage éventuel à l'automne tous les 5 ans, si un comblement est observé.

La zone de compensation sera réalisée sur la parcelle E886 (Cf. carte suivante), sous maîtrise des ADL. Elle regroupera un ensemble de mesures pour les différents projets du programme de travaux 2017 et 2018, et sera aménagée à destination du Crapaud calamite, du Petit gravelot et de l'Édicnème criard.

Vu pour être annexé à l'arrêté N° 2018 E 118

du

14 DEC. 2018

Le Préfet

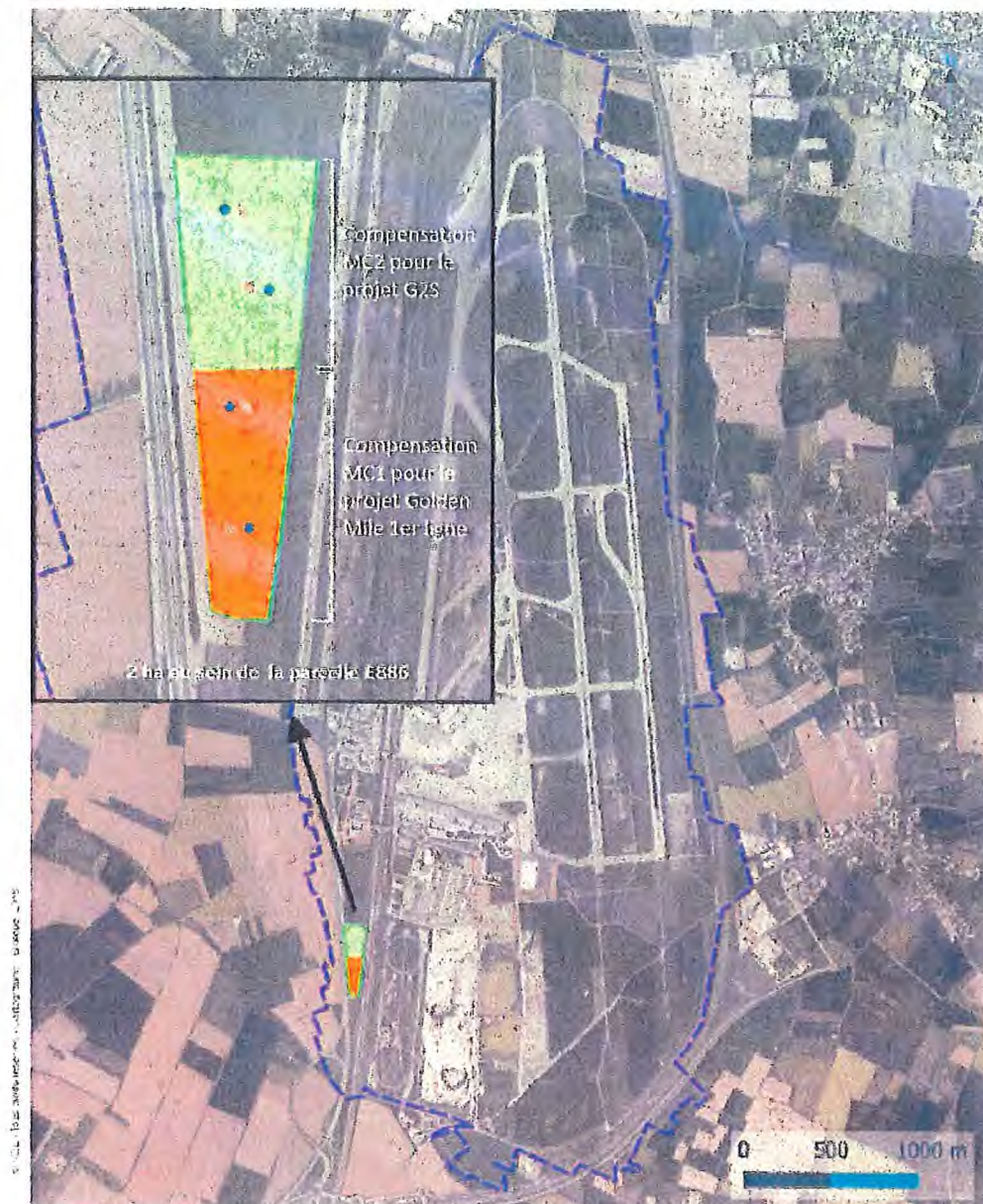
Le préfet

Secrétaire général

Préfet délégué pour l'égalité des chances

Emmanuel AUBRY

**Annexe 5 bis – Mesure de compensation MC1 (projet Golden Mile) et MC2 (projet G2S)
sur la parcelle E886**



Proposition de mesures de compensation en faveur du Crapaud calamite
Aéroport de Lyon-Saint-Exupéry

Parcelle compensatoire E886

- Limite de la zone de compensation
- Secteur en friche herbeuse (1 ha)
- Secteur en zone pierreuse (1 ha)
- Mares avec filet anti-oiseaux (4 mares de 20m2 chacune)
- Hibernaculum



Vu pour être annexé à l'arrêté N° 2018 C 118

du 14 DEC. 2018

Le Préfet
Le préfet
Secrétaire général
Préfet délégué pour l'égalité des chances

Emmanuel AUBRY

Suivi du succès reproducteur et du regroupement post-nuptial de l'OEdicnème criard

Le protocole mis en place est conforme au Plan local de Sauvegarde de l'OEdicnème criard, à savoir :

« Tous les nids identifiés seront observés dans les 20 jours suivant leur découverte pour surveiller une éclosion (à 24-26 jours). La « fiche contact OEdicnème » sera complétée. Un contrôle de survie des poussins sera réalisé tous les 10 jours jusqu'à leur envol soit à 45 jours (6 passages). »

Le suivi du succès reproducteur de l'OEdicnème criard est annuel sur les 10 prochaines années.

Pour le regroupement postnuptial, l'INPN précise que « Les regroupements commencent en général en août, mais ils peuvent débuter dès juillet. Les dates de rassemblements tendent à être identiques dans toutes les régions, du sud au nord, les oiseaux restant jusqu'à fin octobre sur les sites et disparaissant très rapidement en novembre. »

Les observations de rassemblement postnuptial de 2013 indiquent que le pic d'individu a été atteint vraisemblablement début août.

Aussi, le suivi de ce site de regroupement postnuptial doit s'étaler sur août, septembre et octobre. Un passage toutes les deux semaines sera réalisé sur cette période, et ce, de manière annuelle les 5 premières années puis tous les 2 ans jusqu'en 2023, date de renouvellement du plan local de Sauvegarde de l'OEdicnème.

Vu pour être annexé à l'arrêté N° 2018 E 118

du 14 DEC. 2018

Le Préfet

Le préfet
Secrétaire général
Préfet délégué pour l'égalité des chances

Emmanuel AUBRY

Lyon, le **20 DEC. 2018**

Direction Départementale des Territoires

*Service Eau et Nature
Mission Guichet Unique et Politique de Contrôle*

Société Aéroport de Lyon
BP 113
69125 Lyon-Saint-Exupéry

Référence :

Affaire suivie par : Laurence Hilarion

✉ laurence.hilarion@rhone.gouv.fr

☎ : 04.78.63.11.52

MBL

Objet : Arrêté préfectoral de dérogation à la protection des espèces, faisant suite à l'instruction au titre des articles L.411-1 et suivants du code de l'environnement, de la demande de la société Aéroport de Lyon déposée dans le cadre des programmes d'aménagement G2S et 1ère ligne Golden Mile de l'Aéroport de Lyon-Saint-Exupéry, sur la commune de Colombier-Saugnieu

L.R. avec AR.

NOTIFICATION D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

Suite à l'instruction de votre demande de dérogation à la protection des espèces par la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes (service eau, hydroélectricité et nature – pôle préservation des milieux et des espèces), j'ai l'honneur de vous adresser, à titre de notification, une copie de l'arrêté préfectoral de dérogation concernant l'opération visée en objet.

Je vous prie de bien vouloir vous conformer aux dispositions dudit arrêté.

Le chef du service,



Laurent GARIPUY

